



1^{er} aout 1793 : première loi préparée par Lazare Nicolas Marguerite Carnot qui entraînera le génocide de Vendée.

Lazare, comte Carnot par Charlemagne-Oscar Guet Châteaux de Versailles et Trianon

La « *mémoire française* », que gèrent les noms démocratiquement attribués aux places et aux rues dans les villes et les villages, a quelque peu été saturée par le nom de Carnot, et par sa dynastie devenue un peu indistincte.

Il y a pourtant, en premier, Lazare, l'Organisateur de la Victoire au Comité de salut public, comme on le disait encore dans les livres scolaires, répétant le surnom attribué dès la Convention thermidorienne pour sauver l'homme, avec sa belle figure d'ingénieur militaire.



Lazare Carnot à la bataille de Wattignies, peinture de Moreau de Tours.

On reconnaît mieux aujourd'hui le rôle de ces ingénieurs de l'État pour le façonnement d'une mentalité de progrès, à la fois proches des réalités techniques et donc dépourvus du dogmatisme du positivisme, mais prêts à tenter les possibles ouverts par la mathématique des Lumières, une optimisation des rendements avec la rationalisation des tâches par une juste mesure des efforts. Aussi bien, les deux fils de Lazare, Sadi et Hippolyte, incarnent-ils la double filiation.

Le premier, Sadi Carnot, est le savant romantique et théoricien du rendement des machines à feu, comme il écrivait, ou des machines à vapeur que l'on a oubliées largement aujourd'hui.

Le second, Hippolyte, est le ministre positiviste de l'Instruction publique en 1848, forgeant par l'éducation les valeurs mêmes de la République.

Le petit-fils, un Sadi encore, est polytechnicien, ingénieur des Ponts-et-Chaussées, préfet, président de la République, organisateur des cérémonies consensuelles du centenaire de 1789, et doit hélas sa célébrité à son assassinat.

Il faut aussi un peu dépoussiérer le portrait héroïque du vainqueur de Wattignies (en octobre 1793) sans manifester un quelconque ressentiment sur l'homme.



Portrait de Carnot à l'X, avec détail du médaillon.

Personnage ambigu, personnalité double : s'il est à juste titre mondialement connu pour ses travaux scientifiques, et s'il contribua de toutes ses forces à la création de l'Ecole polytechnique, il vota aussi sans état d'âme la mort de Louis XVI et organisa directement le génocide vendéen.

Au Directoire, il accepta en effet les conséquences d'un vote populaire en faveur des royalistes, et ne manqua pas de courage en utilisant les dispositions parlementaires pour s'opposer publiquement au vote de l'Empire.

Ce qui rend plus critique son retour au premier plan lors des Cent-Jours de Napoléon.

Mais qui était exactement Lazare-Nicolas-Marguerite Carnot,

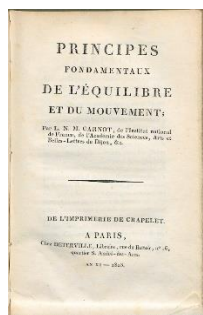
Il est né à Nolay, non loin de Dijon, le 13 mai 1753 et meurt, en exil, à Magdebourg (en Allemagne) le 2 août 1823. Son tombeau est resté dans le cimetière de cette ville avec cette simple épitaphe : « *Carnot* », jusqu'au mois d'août 1889, date à laquelle ses cendres ont été ramenées en France et déposées solennellement au Panthéon, à Paris.

Organisateur scientifique des victoires de la première République, il appartient à cette grande école militaire des généraux de la fin du XVIII^e siècle, qui étaient bons géomètres et forts mathématiciens.

En 1773, il sort de l'Ecole du génie militaire de Mézières, avec le grade de lieutenant et en 1783, il est nommé capitaine à l'ancienneté.

C'est à cette époque qu'il compose un éloge de Vauban, qui est couronné par l'Académie de Dijon. Il reçoit cette récompense des mains du prince de Condé, gouverneur de Bourgogne, futur général des Emigrés. Ce travail excellent, comme style et comme pensées, vaut à Carnot les félicitations d'un grand nombre de personnages, notamment celles de Buffon, du prince Henri de Prusse, frère du grand Frédéric.





Vers le même temps, il publie aussi un Essai sur les machines dont il donne plus tard une nouvelle édition augmentée, sous le titre : « *De l'équilibre et du mouvement* ».

Il s'occupe encore à ce moment-là des aérostats, et se mêle au débat qui s'élève à cette époque relativement aux divers systèmes de fortification. Il publie sur ce sujet des mémoires où il se prononce pour le maintien des places fortes qu'il nomme des « *Monuments de paix* », parce que, dit-il, elles permettent de diminuer l'armée permanente et de laisser aux travaux productifs, la partie la plus robuste de la population.

Ah ! S'il n'y avait eu que cet aspect du personnage.

Il embrasse avec ardeur les principes de la Révolution ; il va siéger à l'Assemblée législative, au nom du Pas-de-Calais, à côté de son frère dit Carnot-Feulins. Réélu à la Convention nationale par le même département, il est successivement envoyé à Rayonne et à Dunkerque pour mettre le pays en état de défense contre les agressions des Espagnols et des Anglais.

Le 14 août 1793, il est nommé membre du « *Comité du Salut public* » et chargé spécialement du personnel et du mouvement des armées.

La France est au plus bas ; il y a crise financière, crise de subsistances, crise militaire. Par un travail acharné (de dix-huit à vingt heures par jour), il constitue, met en action et relie entre elles, par une direction commune, les quatorze armées de la première République, leur communique le sentiment irrésistible de leur force, les lance sur les chemins des triomphes, trace les plans de campagne, inspire toutes les manœuvres, enfin organise scientifiquement la défense, l'attaque.

Carnot a su encore avec un coup d'œil sûr, tirer des rangs inférieurs les héros de l'avenir, Hoche et tant d'autres, et c'est lui qui a deviné Bonaparte et qui le fait porter, malgré toutes les résistances de ses collègues, au commandement de l'armée d'Italie. Malgré les événements et les dissentiments politiques, une tendre sympathie n'a jamais cessé de les unir l'un à l'autre. Carnot, comte de l'Empire après Waterloo, a été membre du Gouvernement provisoire de 1815 ; mais bientôt proscrit pour avoir conservé une foi inébranlable aux principes de la Révolution et malgré une pieuse affection pour Napoléon, il quitte la France, pour errer en Pologne et mourir en Allemagne.



Mais revenons un peu en arrière à cette année de 1793 et aux sources du génocide vendéen.

Sa dureté dans la guerre de Vendée a été sans limite.

C'est lui en effet qui avait sous sa responsabilité l'armée de l'Ouest engagée dans la répression de l'insurrection vendéenne. On essaye d'imputer à d'autres (comme Kléber et Marceau) les horreurs de cette guerre, les noyades de Nantes, le ratisage sanglant de la Vendée par les « *colonnes infernales* » du général Turreau.... mais c'est bien Carnot qui a ordonné la sévérité et l'usage de la force.

Car c'est lui qui écrit à Turreau, en pluviôse : « *exterminer les brigands jusqu'au dernier, voilà ton devoir* ».

Il maintint cette ligne rigoureuse même après que l'insurrection ait été militairement anéantie, et seule continuant, une guérilla de coups de main, en autorisant, en juin 1794, la destruction de Saint-Florent-le-Vieil.

Les 2 lois de 1793 préparant le « *génocide vendéen* »

Ces 2 lois préparées par Lazare Carnot et votées par la Convention en préparation du « *Génocide Vendéen* » sont :

- celle du 1er Août 1793 : « *Anéantissement de tous les biens...la Vendée doit être un cimetière national...* »
- celle du 1er Octobre 1793 : « *Extermination totale des habitants...* »



Le point de départ du génocide est le décret du 1er août 1793 voté sur proposition de Barrère de Vieuzac après un discours incendiaire :

« *...ici, le Comité, d'après votre autorisation, a préparé des mesures qui tendent à exterminer cette race rebelle, à faire disparaître leurs repaires, à incendier leurs forêts, à couper leurs récoltes et à les combattre autant par des ouvriers et des pionniers que par des soldats. C'est dans les plaies gangreneuses que la médecine porte le fer et le feu, c'est à Mortagne, à Cholet, à Chemillé que la médecine politique doit employer les mêmes moyens et les mêmes remèdes. L'humanité ne se plaindra pas; les vieillards, les femmes et les enfants seront traités avec les égards exigés par la nature. L'humanité ne se plaindra pas ; c'est faire son bien que d'extirper le mal; c'est être bienfaisant pour la patrie que de punir les rebelles. Qui pourrait demander grâce pour des parricides. ...Nous vous proposons de décréter les mesures que le comité a prises contre les rebelles de la Vendée; et c'est ainsi que l'autorité nationale, sanctionnant de violentes mesures militaires portera l'effroi dans les repaires de brigands et dans les demeures des royalistes* ».

Bertrand Barère de Vieuzac

Le décret du premier août 1793 relatif aux mesures à prendre contre les rebelles de la Vendée stipulait dans son Article 1er que « *Le ministre de la guerre donnera sur le champ les ordres nécessaires pour que la garnison de Mayence soit transportée en poste dans la Vendée* »

Article VI : « *il sera envoyé par le ministre de la guerre des matières combustibles de toute espèce pour incendier les bois, les taillis et les genêts* ».



Article VII: « les forêts seront abattues; les repaires des rebelles seront détruits; les récoltes seront coupées par les compagnies d'ouvriers, pour être portées sur les derrières de l'armée et les bestiaux seront saisis. »

Article VIII: « les femmes, les enfants et les vieillards seront conduits dans l'intérieur. Il sera pourvu à leur subsistance et à leur sûreté, avec tous les égards dus à l'humanité. »

Article XIV: « les biens des rebelles de la Vendée sont déclarés appartenir à la république; il en sera distrait une portion pour indemniser les citoyens qui seront demeurés fidèles à la patrie, des pertes qu'ils auraient souffertes ».

Ce décret du 1^{er} Aout de Lazare Carnot sera suivi par celui du 1er octobre 1793, décliné sur le mode du discours de Caton auprès du sénat romain, « delenda est Cartago »* : « Détruisez la Vendée, Valenciennes et Condé ne sont plus au pouvoir de l'Autrichien [...] Enfin chaque coup que vous porterez à la Vendée retentira dans les villes rebelles, dans les départements fédéralistes. La Vendée et encore la Vendée, voilà le charbon politique qui dévore le cœur de la république française; c'est la qu'il faut frapper ».

* « Delenda Carthago » est une locution latine traditionnellement attribuée à Caton l'Ancien, mort en 149 av. J.-C., qui signifie « Il faut détruire Carthage ! »

Après la prise de Laval le 23 octobre, et la défaite républicaine d'Entrammes, le 26 octobre 1793, un nouveau décret, daté du 11^{ème} jour du 2^{ème} mois, portera que « toute ville de la république qui recevra dans son sein les brigands ou qui leur donnera des secours sera punie comme ville rebelle. En conséquence, elle sera rasée et les biens des habitants seront confisqués au profit de la république ».

Les mesures préconisées furent appliquées à la lettre par les représentants en mission auprès des armées et dans les départements.

Le 29 novembre 1793, le représentant Joseph Pierre-Marie Fayau écrit aux administrateurs du département de la Vendée : « Vous savez comme moi, citoyens, que les brigands appelés de la Vendée existent encore quoique on les aie tués plusieurs fois à la tribune de la Convention ...Je vous engage à prendre les mesures les plus promptes et les plus énergiques pour que les armées catholiques et royales dans le cas où elles rentreraient dans la Vendée n'y trouvent plus qu'un désert...Il serait bon, citoyens, que des commissaires nommés par vous se transportassent de suite dans toutes les parties de votre département pour en faire retirer toutes les subsistances et pour faire arrêter tous les citoyens qui ont pris part directement ou indirectement aux troubles de la Vendée. Il faut purger la Patrie... »

Le représentant Francastel n'est pas en reste.

Le 25 décembre 1793, il écrit au Comité de Salut Public : « Je fais débarrasser les prisons de tous les infâmes fanatiques qui s'étaient échappés de l'armée catholique. Pas de mollesse, que le torrent révolutionnaire entraîne tout ce qui lui résiste scandalement. Purgeons, saignons jusqu'au blanc. Il ne faut pas qu'il reste aucun germe de rébellion... »

Un autre criminel de guerre en Vendée



Louis-Marie Turreau de Garambouvillle

En novembre 1793, le général Turreau* est nommé commandant en chef de l'armée de l'ouest avec la charge de faire appliquer le décret du 1er août. L'ordre de départ est donné le 21 janvier 1794, cette première phase sera appelée « La Promenade Militaire » alors qu'à cette date la « Grande Armée Catholique et Royale » n'est plus qu'un nom.

Turreau divise l'armée en six divisions de deux colonnes chacune, qui ont pour mission de ratisser le territoire et d'exterminer la population. Ce sont les « colonnes infernales » qui vont se livrer au génocide des Vendéens.

L'ordre du jour du général Grignon, commandant la 2^{ème} division est très clair : « Je vous donne l'ordre de livrer aux flammes tout ce qui est susceptible d'être brûlé et de passer au fil de l'épée tout ce que vous rencontrerez d'habitants ».

Les rapports des généraux républicains commandant les Colonnes sont aussi particulièrement explicites: « Nous en tuons près de 2000 par jour. ...J'ai fais tué (sic) ce matin 53 femmes, autant d'enfants. ...J'ai brûlé toutes les maisons et égorgé tous les habitants que j'ai trouvés. Je préfère égorger pour économiser mes munitions ... ».

*Louis Marie Turreau de Lignières est un général français de la Révolution et de l'Empire. Il naît le 4 juillet 1756 à Evreux (Eure), et meurt le 10 décembre 1816 à Conches (Eure).

Il est tristement connu pour ses atrocités perpétrées lors des Guerres de Vendée. Placé à la tête des « Colonnes infernales », il dévasta la région, et assassina des dizaines de milliers de personnes de tous âges.

Les pires actes de barbarie seront commis à l'encontre des Vendéens, ce petit peuple dont les combattants étaient nommés « brigands » par les Républicains.

Dès 1789, et malgré son titre de noblesse, Turreau a choisi son camp. Ayant pris fait et cause pour les nouvelles idées, il devient un révolutionnaire enthousiaste. Il profite des événements et se fait élire maire d'Aviron (Eure) et achète dans la foulée, pourquoi pas, quelques biens du clergé, dont la magnifique abbaye de Conches dans l'Eure. Pour Turreau, le seul intérêt de cet achat est relatif aux coupes de bois à effectuer dans la forêt de l'abbaye.

Pendant le conflit vendéen, de nombreux bâtiments seront démolis, dont l'abbatiale. Aujourd'hui, seuls quelques arc-boutants et contreforts ont résisté aux destructions sous la Révolution, et aux années.

A cette époque, Turreau ne se fait pas appeler Turreau de Lignières, mais de Garambouvillle, du nom de l'ancienne résidence de l'évêque d'Evreux, située à Aviron.



Controverse : rôle dans la guerre de Vendée entre Turreau et Carnot

Dans une lettre du 19 janvier 1794, deux jours après la publication de l'ordre général organisant « les colonnes infernales », le général Turreau écrit au ministre de la Guerre et au Comité de salut public, comme il l'avait fait le 15 janvier 1794 aux représentants en mission à Angers et Saumur, afin d'obtenir leur approbation.

Si, dans sa lettre aux représentants, il expliquait : « *Mon intention est bien de tout incendier, de ne réserver que les points nécessaires à établir les cantonnements propres à l'anéantissement des rebelles ; mais cette grande mesure doit être prescrite par vous. Je ne suis que l'agent passif des volontés du corps législatif que vous pouvez représenter dans cette partie. Vous devez également prononcer d'avance sur le sort des femmes et enfants que je rencontrerai dans ce pays révolté. S'il faut les passer tous au fil de l'épée, je ne puis exécuter une pareille mesure, sans un arrêté qui mette à couvert ma responsabilité.* ».

Il écrivait au comité : « *je regarde indispensable la mesure de brûler villes, villages et métairies, si l'on veut entièrement finir l'exécrable guerre de la Vendée ; sans quoi je ne pourrais répondre d'anéantir cette horde de brigands, qui semblent trouver chaque jour de nouvelles ressources* ».

Les représentants ne lui répondirent pas.

Carnot attendit trois semaines avant de lui envoyer, le 8 février, une réponse jugée ambiguë :

« *Tu te plains de n'avoir pas reçu du comité l'approbation formelle de tes mesures ; elles lui paraissent bonnes et tes intentions pures. Mais éloigné du théâtre de tes opérations, il attend les grands résultats pour se prononcer dans une matière sur laquelle on l'a déjà trompé tant de fois, aussi bien que la Convention nationale. Les intentions du comité ont dû t'être transmises par le ministre de la Guerre. Nous nous plaignons nous-mêmes de recevoir trop rarement de tes nouvelles. Extermine les brigands jusqu'au dernier, voilà ton devoir ; nous te prescrivons surtout de ne pas laisser une seule arme à feu dans les départements qui ont participé à la révolte et qui pourraient s'en servir encore. Armes-en les soldats de la liberté. Nous regarderons comme traîtres tous les généraux, tous les individus qui songeraient au repos, avant que la destruction des révoltés soit entièrement consommée. Encore une fois, recueille toutes les armes et fais passer ici sans délai toutes celles qui ont besoin de réparations. Nous t'envoyons un arrêté qui paraît propre à seconder tes vues.* »

Le 23 juillet 1794, plus de deux mois après la destitution de Turreau et l'arrêt des colonnes infernales, il écrivit au nom du Comité de salut public, aux représentants en mission dans l'Ouest à Niort, en réponse à une proclamation des agents préposés à la surveillance des récoltes, transmise par la commission militaire de Noirmoutier :

« *Où donc a-t-on pris que le gouvernement voulait faire grâce aux auteurs, fauteurs et instigateurs des outrages faits à la souveraineté du peuple dans la Vendée ? Hâtez-vous, au contraire, chers collègues, de livrer au glaive vengeur tous les promoteurs et chefs de cette guerre cruelle, et que les scélérats qui ont déchiré les entrailles de leur patrie reçoivent enfin le prix de leurs forfaits. Les femmes, les enfants, les vieillards, les individus entraînés par la violence ne méritent pas sans doute le même sort que les monstres qui ont ourdi la révolte, qui l'ont servie de leur volonté comme de leur bras, et l'on peut prendre à leur égard des mesures de sûreté moins rigoureuses. Mais ce serait abandonner le pays aux horreurs d'une guerre nouvelle et la vie des patriotes à la merci des brigands que d'user envers ceux-ci d'une indulgence absurde et meurtrière. Vous voudrez donc bien, sans perdre un moment, chers collègues, ordonner que la justice révolutionnaire reprendra son cours, et ne pas perdre de vue que nous n'avons qu'un seul but, celui de terminer enfin l'horrible guerre de la Vendée, objet dont on s'écarte également, soit par une lâche indulgence, soit par des exécutions qui, en frappant sur la faiblesse, ne pourraient que révolter la justice et l'humanité²⁶.* »

Conclusion :

Carnot a réussi le tour de force en août 1794, après la chute de Robespierre, d'être présenté comme « le Grand Carnot » ou « le père de la victoire » des guerres de la Révolution.

C'est ce qui lui vaut d'être entré au Panthéon, le 4 août 1889 au cours d'une imposante cérémonie, pendant le septennat de son petit-fils Sadi Carnot...

Mais Lazare Carnot, c'est aussi un criminel de guerre qui a organisé le massacre des femmes, des enfants et des hommes de la Vendée militaire en 1794, car il était au courant de tout. Y-a-il une grande différence entre faire faire et laisser faire ?

N'écrit-il pas dans un courrier du 6 février 1794 à Turreau : « *Extermine les brigands jusqu'au dernier* » accompagné par le décret signé par le Comité du salut public qui accompagne cette lettre et qui dit que tous les généraux qui n'obéiront pas aux ordres seront « *dénoncés comme des ennemis de la patrie* ».

La notion de génocide (et donc sa qualification) relève du Droit.

Or, le massacre des Vendéens n'a jamais été juridiquement reconnu comme tel.

On parle donc d'une thèse ou tout au plus de guerre civile.

Le massacre des albigeois, celui des protestants, celui des « hérétiques » etc, ne sont non plus reconnus comme des génocides et pourtant...

Sources :

https://francearchives.gouv.fr/fr/pages_histoire/39760

<https://www.merveilles-du-monde.com/Tour-Eiffel/Panthéon/Lazare-Carnot.php>

https://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_de_Vendée

https://www.herodote.net/Les_guerres_de_Vendee-synthese-520.php

<https://www.lejdd.fr/societe/au-fait-cest-quoi-la-guerre-de-vendee>

